

Dossier d'information : Éthique sociale en Église N° 7

** Ces quelques réflexions sont « offertes », n'hésitez pas à les partager**

** Vous ne souhaitez plus être destinataire : faites « répondre », indiquez **désabonnement**.*

1 - Un événement méconnu : la publication du Pacte du pouvoir de vivre.

Le 5 mars, 19 associations et syndicats ont proposé **66 mesures** pour transformer notre modèle de développement trop inégalitaire et polluant. Ce pacte *politique, social et écologique* promu notamment par Nicolas HULOT et Laurent BERGER (CFDT) est une contribution qui mérite l'attention des citoyens et des responsables politiques.

Une telle initiative met en lumière la qualification des **corps intermédiaires** (associations, syndicats, etc.) qui se trouvent au cœur des situations concrètes : connaissance des conditions d'existence de personnes pauvres et des changements de modes de vie, propositions au service d'une solidarité durable.

Un constat : Nous voyons actuellement les dangereuses limites d'une représentation de notre société comme un agrégat d'individus réalisant de simples regroupements ponctuels ; avec une gestion du politique qui privilégie une communication « pédagogique » cherchant à inculquer au peuple ce qui doit être bon pour lui. Or, diverses organisations tissent des **relations au quotidien**, travaillent à la formulation de projets innovants et cohérents. Plutôt que fragiliser les associations par des décisions brutales, il vaudrait mieux les associer à la structuration de la vie collective et faciliter leur travail en commun.

Un signal intéressant : Parmi les organismes signataires du Pacte, on note *ATD Quart Monde* et le *Secours catholique*, les *Franças* et la *Ligue de l'enseignement*... Ils représentent des traditions différentes et pourtant ils sont capables de s'accorder autour d'enjeux décisifs pour le bien des personnes les plus fragiles, au service d'un avenir solidaire et durable. Deux exemples de cette créativité populaire : un projet *zéro chômeur de longue durée* qui valorise des activités écologiquement responsables ; *les marches des jeunes pour le climat*. Une bonne nouvelle : nous ne sommes pas condamnés à des divisions stériles et violentes !

Une perspective : toute **reconstruction politique** doit partir de deux défis majeurs :

* Replacer la **justice sociale** au cœur de l'économie en tenant compte des souffrances des personnes les plus fragiles. Les marginalisations, les exclusions sociales constituent des *violences structurelles* qu'il est nécessaire de dénoncer comme telles pour y remédier.

* Mettre au centre des politiques publiques la « **conversion écologique** », de manière à **favoriser l'engagement de tous les acteurs** dans une telle direction.

Une telle perspective suppose un nouvel art de faire de la politique pour sortir d'un modèle selon lequel tout part d'un centre pour infuser vers des individus atomisés. À ce propos, on peut évoquer Claude LEFORT : la démocratie est une invention permanente qui prend en compte les différences et les tensions sociales ; elle suppose donc un débat continu pour élaborer des projets qui font place à tous. Cet auteur nous rappelle qu'en démocratie le lieu central du pouvoir demeure « vide », il n'y a pas de souverain de droit divin, même si certains reçoivent pour un temps la charge d'organiser la vie commune et d'exercer l'autorité de manière à servir la cohésion d'un peuple diversifié et toujours en mouvement.

2 – Sur un autre registre, je propose une **méditation** pour chaque dimanche, à retrouver sur poitiers.catholique.fr « espace prière » « prier avec la Parole ».

3 – Deux femmes, théologiennes spécialisées en éthique, publient à propos de la crise qui secoue actuellement l'Église catholique :

* Véronique MARGRON, présidente de la Conférence des religieux et religieuses de France (CORREF), *Un moment de vérité*, Albin Michel, 192 pages.

* Marie-Jo THIEL, Professeure à la faculté de théologie catholique de l'Université de Strasbourg, *L'Église catholique face aux abus sexuels sur mineurs*, Bayard, 714 pages.

Une crise qui conduit aussi à interroger le pouvoir clérical, surtout lorsqu'il tend à se présenter comme un « *pouvoir sacré* » qui dérive vers la « *toute puissance* ». Ces graves dérives, justement dénoncées, mettent en lumière qu'une telle sacralisation peut conduire à des emprises dominatrices sur les consciences et sur les corps. En politique comme en Église, il y a toujours du pouvoir en jeu : apprenons à le réguler. Pour les chrétiens, la référence se trouve dans la figure du Christ et non dans les critères mondains qui valorisent la réussite apparente et le charisme « efficace ».

4 – Responsabilité des multinationales

En écho à une rencontre avec Swann BOMMIER (*qui anime le plaidoyer au CCFD Terre solidaire*) dans le cadre de Justice et Paix.

Une image : L'effondrement d'un immeuble au Bangladesh, plus de 1100 morts et de 2500 blessés, pour la plupart des ouvrières du textile travaillant au profit de grandes marques que nous connaissons bien. Un tel drame est en rapport avec une **mondialisation** qui tend à diminuer les coûts sans s'occuper des conséquences humaines, sociales et environnementales.

Une avancée : La France a adopté le 27 mars 2017 la première loi au monde sur le **devoir de vigilance des multinationales**. Leur responsabilité porte sur l'ensemble de *la chaîne de valeur* : filiale, sous traitants, fournisseurs... Elle concerne surtout les droits humains des travailleurs et des populations impactées par l'activité, mais aussi les effets sur l'environnement.

Un plaidoyer : Il rassemble 42 organisations françaises pour inciter l'Union européenne et l'ONU à adopter des règles impératives de vigilance à l'égard des droits humains et de la défense de l'environnement. Ce serait aussi une manière de soutenir les entreprises, notamment les PME, qui s'imposent déjà une telle vigilance.

5 - Les évêques européens (COMECE) : « Reconstruire la communauté en Europe »

Du 23 au 26 mai 2019, tous les citoyens européens seront responsables de l'élection des nouveaux membres du Parlement européen. « *Les élections européennes offrent une grande opportunité de faire des choix politiques qui renouvelleront la **fraternité entre les peuples** en relançant le projet européen.* »

Les évêques européens appellent tous les croyants et les personnes de bonne volonté à ne pas céder à la tentation du repli sur soi, mais à exercer leurs droits et à interroger les candidats sur leur engagement personnel en faveur de la **dignité humaine pour tous**. Exercer son droit de vote signifie également assumer la responsabilité du rôle unique de l'UE en tant qu'acteur multilatéral pour la paix et le développement économique. Protéger l'environnement et le développement durable ne peut pas se limiter aux frontières de l'Union européenne, et les résultats des élections auront une influence sur des décisions qui affecteront l'ensemble de l'humanité.

Rendez-vous le mois prochain pour un nouveau numéro de #DIÈSE !